

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	17	8

N° de la séance : 27

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Occupation temporaire du
domaine public - Convention avec la SARL
GdV et l'association API PROVENCE

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.154

Date de la convocation :

Le 09/07/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **19 JUL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 15 juillet 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 15 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

Madame BLAZY,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 Aout 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (« NOTRe ») ;

Vu la délibération n° CC 2016-116 du Conseil communautaire du 26 septembre 2016 relative à la prise de compétence Accueil des gens du Voyage - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et plus particulièrement les articles L. 5211-5, L. 5211-17, L. 5211-18, L. 1321-1 à L. 1321-5 définissant les modalités de transfert d'une compétence à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale et prévoyant les modalités de mise à disposition des biens en cas de transfert ;

Considérant que le transfert de la compétence « Aires d'accueil des gens du voyage » au profit de la CASA a entraîné de plein droit la mise à disposition, à titre gratuit, des biens mobiliers et immobiliers affectés au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage « La Palmosa » sise chemin saint Michel à Antibes Juan les pins, et nécessaires à l'exercice de cette compétence ;

Considérant que la gestion et l'animation de cette aire sont assurés par la SARL GdV dans le cadre d'un marché public de gérance ;

Considérant la demande de l'association API PROVENCE de disposer d'un bureau sur l'aire d'accueil « La Palmosa » afin d'assurer sa mission d'accompagnement social des gens du voyage ;

Considérant qu'il convient d'établir une convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la SARL GDV et l'association API-PROVENCE afin de déterminer les conditions de la mise à disposition de ce local par la CASA au titre de 2019 ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la SARL GDV et l'association API-PROVENCE ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que les tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la SARL GDV et l'association API-PROVENCE ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que les tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 15 juillet 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS, LA SARL GDV ET
L'ASSOCIATION API PROVENCE**

Entre :

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis,

Sise Les Genêts, 449 route des Crêtes, 06901 Sophia-Antipolis Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, habilité à signer la présente convention par délibération du bureau communautaire du 15 juillet 2019

Désignée ci-après « La CASA »,

La SARL GdV

Société à responsabilité limitée sous le numéro Siret 440 412 492 00231, ayant son siège à Marseille 13006 69 rue Théophile Decanis, représentée par la gérante Madame Emmanuelle GUILLOTEAU.

Désignée ci-après « Le GESTIONNAIRE »,

L'Association « API PROVENCE »,

Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, déclarée en sous-préfecture de Grasse le 24 octobre 2002, sous le numéro W 9040, numéro SIRET 37933347900119, ayant son siège social à Vence 06140, « Le Florida », 438 boulevard Emmanuel MAUREL, représentée par son président Pierre BREUIL

Désignée ci-après « L'OCCUPANT »,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

La CASA dispose de la compétence obligatoire relative à la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage, ce qui entraîne de plein droit la mise à disposition, à titre gratuit des biens meubles et immeubles nécessaire à l'exercice de cette compétence.

Suite à ce transfert et conformément à l'article L. 1321-1 du CGCT, la CASA bénéficie d'une mise à disposition de plein droit des biens mobiliers et immobiliers affectés au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage « La Palmosa » sise chemin Saint Michel à Antibes Juan-les-Pins.

A ce titre, la CASA assume la gestion et l'animation de cette aire composée de 40 emplacements sont assurées par la SARL GdV, titulaire d'un marché public de gérance passé par appel d'offres ouvert. Ses obligations consistent en l'accueil des usagers, en leur accompagnement social et enfin en l'exploitation de l'aire.

L'association API PROVENCE a remporté le marché public du Conseil général des Alpes-Maritimes lié à l'accompagnement social des gens du voyage allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA). Afin d'assurer sa mission sociale auprès des gens du voyage, l'association a souhaité disposer d'un bureau sur l'aire d'accueil de la Palmosa.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la CASA, avec l'avis du GESTIONNAIRE, met à disposition de l'OCCUPANT, qui l'accepte, un local lui appartenant, pour y effectuer un accompagnement social auprès des Gens du Voyage allocataires du RSA.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DES LOCAUX

La CASA met à disposition de l'OCCUPANT le bureau situé à gauche de l'entrée ainsi que les sanitaires du bâtiment administratif de l'aire situé chemin de saint Michel à Antibes 06600.

Le GESTIONNAIRE met à disposition de l'OCCUPANT une table de bureau ainsi qu'un fauteuil.

La CASA autorise également l'OCCUPANT à :

- Occuper ponctuellement, après autorisation du GESTIONNAIRE, la salle polyvalente du bâtiment administratif (réunions d'équipe, actions collectives...),
- Circuler sur les espaces extérieurs de l'équipement,
- Stationner devant le bâtiment administratif,
- Emprunter les voies d'accès.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'OCCUPATION

3-1 : Conditions générales d'occupation

L'OCCUPANT occupe au plus le bureau décrit à l'article 2, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis durant les horaires d'ouverture des bureaux au public de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Il déclare bien le connaître pour l'avoir visité en vue de la présente convention et le prendre en l'état.

Il s'engage à respecter l'usage auquel il est destiné (usage décrit à l'article 1^{er}). Tout changement d'affectation ou utilisation non conforme, même temporaire, sans accord écrit de la CASA, entraîne la résiliation de la convention selon les modalités prévues à l'article 7.

L'OCCUPANT s'engage à ne pas faire occuper le bureau par un autre bénéficiaire, la présente convention étant conclue intuitu personae, tout visiteur devant être signalé préalablement au GESTIONNAIRE.

La CASA peut mandater tout agent de la collectivité compétent pour s'assurer du respect par l'OCCUPANT des conditions d'occupation.

3-2 : Etat des lieux, entretien des locaux et travaux

- Etat des lieux.

Un état des lieux est dressé contradictoirement entre le GESTIONNAIRE pour le compte de la CASA et l'OCCUPANT, à l'entrée dans les lieux et au départ de l'OCCUPANT. Toutes les dégradations constatées au terme de la convention sont mises à la charge de l'OCCUPANT qui devra notamment réparer ou remplacer le matériel endommagé consécutif à des dégâts ou des pertes dûment constatés.

- Entretien du bureau.

L'OCCUPANT conserve le bureau en bon état d'entretien Il se comporte en bon père de famille, assure l'entretien du bureau et des sanitaires et veille à leur propreté constante.

- Travaux.

L'OCCUPANT doit signaler au GESTIONNAIRE et/ou à la CASA dans les plus brefs délais les réparations nécessaires.

Dans le cas où des travaux s'avèrent nécessaires dans le bureau, il doit en supporter les désagréments éventuels sans pouvoir en discuter l'urgence ni prétendre à une indemnité quelconque.

3-3 : Sécurité-incendie, surveillance des locaux, hygiène et santé

Par la signature de la présente convention, l'OCCUPANT certifie notamment qu'il a :

- Pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
- Procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
- Reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

ARTICLE 4 : ASSURANCES

Les locaux sont assurés par la CASA en qualité de propriétaire et par API PROVENCE en qualité d'occupant.

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'OCCUPANT reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux (biens immobiliers, aménagements et installations diverses) mis à disposition, en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, d'attentats, de foudre, de catastrophes naturelles, de dommages électriques, de vol, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tous les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

L'OCCUPANT fournira une attestation d'assurance de son assureur certifiant que sa responsabilité civile générale vis à vis des tiers pour tout dommage corporel, matériel et/ou immatériels est couverte pour l'activité qu'elle organise dans le local/dépôt.

L'OCCUPANT devra maintenir et renouveler ces assurances pendant toute la durée du bail, acquitter régulièrement les primes et justifier du tout à la CASA à première réquisition de sa part, et pour la première fois dans le mois de son entrée en jouissance.

L'OCCUPANT sera personnellement responsable vis à vis de la CASA et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'OCCUPANT répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle-même que par ses membres, préposés, et toute personne effectuant des travaux pour son compte.

ARTICLE 5 : REDEVANCE D'OCCUPATION ET CHARGES

La présente occupation étant au bénéfice d'une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, est consentie à titre gratuit, et ce comme le permet l'article L. 2125-1 du CGPP.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, consentie et acceptée pour une durée d'un an (1 an), prend effet une fois signée et les formalités prévues aux articles L.2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales accomplies. Elle prend fin, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2019.

Le renouvellement ne pouvant être accordé tacitement, il est soumis à une nouvelle autorisation. Un mois avant la date de fin de convention, la CASA doit informer par courrier l'OCCUPANT de la non reconduction de celle-ci pour l'année suivante.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée, à tout moment, à l'initiative de la CASA ou à la demande du GESTIONNAIRE avec l'accord de la CASA ou à l'initiative de l'OCCUPANT moyennant un préavis de 2 mois précisant le motif particulier de résiliation adressé par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai peut être ramené à 1 mois si l'intérêt public ou l'intérêt du domaine le justifie ou en cas de non respect des engagements inscrits dans la présente convention.

A l'expiration de cette convention, quelle qu'en soit la cause, compte tenu de son caractère précaire et révocable, l'OCCUPANT ne peut invoquer aucun droit au maintien dans les lieux ni réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention sera porté devant le tribunal administratif de Nice.

Fait à Antibes, en trois exemplaires,

POUR LA CASA,
Le Président,

POUR L'OCCUPANT,
Le Président de l'Association API PROVENCE

POUR LE GESTIONNAIRE,
La gérante de la SARL Gens du Voyage

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 15/07/2019
Numéro : BC_2019_154
Nature : DE - Deliberations
Objet : Occupation temporaire du domaine public - Convention avec la SARL GdV et l'association API PROVENCE
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 67FOV4c

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 19/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190715-BC_2019_154-DE

Acte reçu

Date : 15/07/2019
Numéro interne : BC_2019_154
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Occupation temporaire du domaine public - Convention avec la SARL GdV et l'association API PROVENCE
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190715-BC_2019_154-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20190715-BC_2019_154-DE-1-1_2.PDF

N